



## ZIGZAGS À L'ÉLYSÉE

Ces républicains "à l'ancienne", attachés à la laïcité plus qu'au "vivre-ensemble", aux devoirs de citoyen plus qu'au droit à la différence, le jeune président les a séduits, utilisés, puis déçus, voire humiliés. Ils s'appellent Jean-Michel Blanquer, Jean-Pierre Chevènement, Zineb El Rhazoui ou Amine El Khatmi. Ils croyaient – naïvement ? – à la mue républicaine d'Emmanuel Macron. Récit de ces déconvenues et manigances.

PAR ÉTIENNE CAMPION

*« Pardon, le mot qui me vient est extrêmement vulgaire, mais on s'est fait partouzer, en fait... Dès qu'ils ont compris qu'ils avaient notre soutien, qu'on ne leur servait plus à rien, on est devenu transparents pour les Macron, Kohler, Guerini, Ferrand, Attal, Castaner. Comme si leurs beaux masques de gentils, à l'écoute, était tombé et qu'ils se délectaient de nous humilier... »*

La personne qui enrage de la sorte est de celles qui ont perdu le plus gros dans la bataille. Les « on » – qui se seraient fait « partouzer » –, ce sont ces autres personnalités qui sortent lésées de cette histoire. Tous les acteurs de ce récit réunissent en tout cas deux caractéristiques : avoir cru pouvoir défendre une France plus républicaine et laïque grâce à Emmanuel Macron, d'abord. Le regretter, ensuite.

### Basse-cour politicienne

De qui s'agit-il exactement ? De ceux que l'on désigne comme formant le camp laïque, les universalistes, les républicains. En l'occurrence, cette « famille » est beaucoup plus diverse sur le plan idéologique et politique que certains veulent le croire. Ceux qui nous intéressent étaient les plus macrono-compatibles de la troupe et, comme le Printemps républicain ou Zineb El Rhazoui, ont cru pouvoir devenir les alliés du président. Ils ont pensé orienter sa main. Ils s'y sont cassé les dents. Et ils regrettent aujourd'hui d'avoir traîné leurs guêtres dans cette basse-cour politicienne. D'y avoir tant cru. D'avoir imaginé, au passage, décrocher des places, notamment aux dernières législatives.

# COMMENT MACRON A FLINGUÉ LE CAMP LAÏQUE

Ces élections sont le point de bascule de notre récit : c'est à ce moment très exact, en juin 2022, que leur pas de deux avec Emmanuel Macron a pris fin. Qu'ils ont tous perdu. Ces législatives devaient être le point d'orgue du ralliement de leur camp à la majorité, par des postes de députés et de ministres. Au lieu de cela, Emmanuel Macron a eu leur ralliement sans leur donner le pouvoir – montrant par là le peu de considération pour les idées qu'ils portent.

Comme souvent avec les petites histoires macro-nistes, faites de zigzags, de triangulations et de revirements, il faut remonter quelques années en arrière pour mieux saisir cet épisode. En 2017, nos protagonistes n'étaient pas spécialement fans de la vision de la laïcité du président. Mais, même s'il l'avait longtemps mal comprise, ce séduisant dirigeant présidait, après tout, une « République ». Son approche libérale tendance deuxième gauche des débuts semblait, en 2022, avoir subi une sorte d'aggiornamento républicain. C'est bien Emmanuel Macron qui avait prononcé cet excellent discours des Mureaux sur la laïcité, en octobre 2020. C'est lui encore qui avait su se montrer à la hauteur après l'assassinat de Samuel Paty. C'est sous sa présidence qu'il avait été question de lutter contre le >

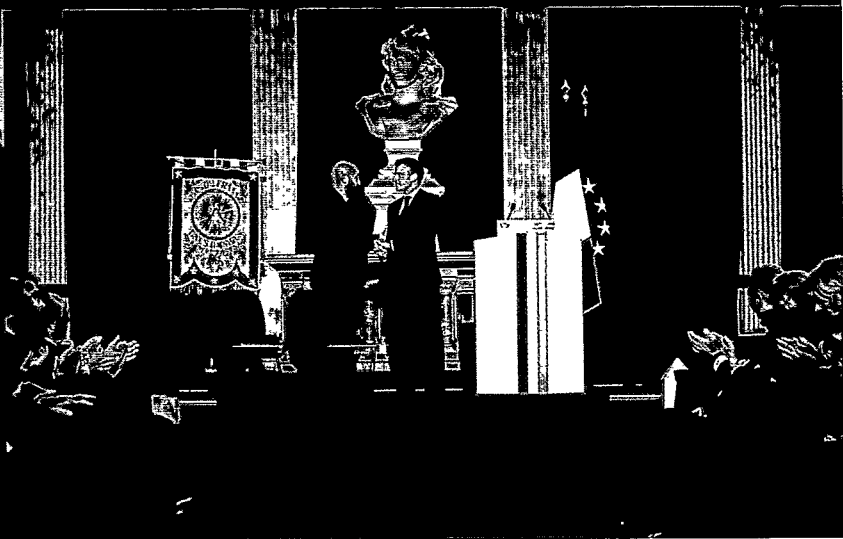
► « séparatisme » et qu'avait été dissous le Collectif contre l'islamophobie en France. C'est lui enfin qui, en début d'année 2021, défendait brillamment la laïcité et le droit à la caricature sur la scène internationale.

Il y eut aussi ces petits gadgets politiques, ces « États généraux de la laïcité », cette opération des « 109 Marianne » et, bien sûr, le fonds Marianne, qui, de petit gadget, est devenue une grosse affaire politique et judiciaire. Le regard des personnalités interrogées au cours de cette enquête converge d'ailleurs pour voir dans ce fonds une histoire parallèle à la leur. Jouer de la grosse caisse républicaine juste pour faire du bruit. Pour « cocher cette case » (l'expression revient souvent) régaliennne. Si porteuse après l'assassinat du professeur d'histoire, puis beaucoup moins à l'approche des élections de 2022, où il ne faisait pas bon froisser l'électorat de gauche, divisé sur ces questions-là.

### Nouvelle parade

Après ces élections, l'affront à l'endroit de cette tendance républicaine et universaliste prend un tour officiel, quand Jean-Michel Blanquer cède sa place au ministère de l'Éducation nationale à Pap Ndiaye, son antipode. « C'était un message pour nous dire que notre déchéance était bien un assassinat politique, et que la séquence républicaine était finie », témoigne un cadre du Printemps républicain, mouvement qui a soutenu le président en 2022 et qui pensait obtenir 20 circonscriptions pour aller aux législatives, avant de n'avoir droit qu'à une seule. Ses membres, comme nous l'expliquons plus loin, en sont encore aujourd'hui sonnés, à tel point que, selon nos informations, Amine El Khatmi, président du mouvement pendant les négociations avec la majorité, est entré en contact avec le Rassemblement national après avoir quitté le « Printemps », bien qu'il nous explique vouloir rester libre. D'autres, comme Jean-Pierre Chevènement et son mouvement Refondation républicaine, cultivent

**« LA VÉRITÉ DU PRÉSIDENT** sur les questions républicaines est qu'il n'a pas fait un « tournant républicain », mais qu'il fait des tours sur lui-même », assure un ministre. Ci-dessous, au côté de Guillaume Trichard, grand maître du Grand Orient de France, à Paris, le 8 novembre.



## “EMMANUEL MACRON OUVRE DES FRONTS PUIS LES ABANDONNE. IL N'EST SINCÈRE QUE LORSQUE CELA LUI CHANTE.” UNE EX-FIGURE DE LA MAJORITÉ

aujourd'hui une distance cordiale mais désabusée avec ce pouvoir. Zineb El Rhazoui, déboussolée, s'est murée dans le silence, jusqu'à ce 13 novembre, où elle a surpris ses anciens alliés du camp laïque en apportant son soutien à Gaza sur X (ex-Twitter). Quant à Souâd Ayada, dernière figure de notre récit, sa disgrâce, dans l'ombre, raconte combien il ne fait pas bon professer trop fort son attachement à une laïcité ferme dans l'administration macroniste, si l'on ne veut pas finir marginalisé.

Et Macron lui-même, quelle est vraiment son opinion sur la laïcité, lui qui, encore ce 8 novembre, a profité de son passage au Grand Orient de France pour réaffirmer son attachement à cet idéal ? « Sa vérité sur les questions républicaines est sûrement qu'il n'a pas fait un « tournant républicain », mais qu'il fait des tours sur lui-même. Que vaut Macron 2023 à partir du moment où il a montré en 2022 qu'il pouvait revenir à sa nature de 2017 à tout moment ? Peut-être fallait-il voir un signal quand il trouvait « beau » de voir une femme à la fois voilée et féministe durant l'entre-deux-tours », songe un ministre de poids du président. Sa « nature de 2017 » ? Quand il appelait les laïques des « laïcistes » sujets à une « crispation identitaire » ? Quand il s'opposait farouchement, dans nos colonnes en 2016, usant du jargon des antilaïques de gauche, à la « laïcité revancharde », y voyant la « religion républicaine » de ceux qui veulent en faire « une arme contre un monothéisme, la religion musulmane » ? Quand il jurait à Mediapart, sur un ton qui rappelle le Mélenchon d'aujourd'hui, que « si les laïcistes gagnent en mai [2017] », il aura « perdu cette bataille, parce que, au fond, ce n'est pas la laïcité dont les gens parlent mais de leur rapport à l'islam » ? Ou faut-il croire la nouvelle parade républicaine de septembre 2023 d'un Gabriel Attal ferme sur l'abaya à l'école ? La chose est d'autant plus étonnante que bien des personnes que nous avons interrogées témoignent du soin méticuleux qu'a mis Gabriel Attal pour écarter les défenseurs d'une vision républicaine durant les dernières nominations, en 2022. Pour mieux s'ouvrir la voie ensuite ? « Pourquoi avoir mis autant de temps à agir, nommé et gardé Pap Ndiaye, si le sujet tient à ce point à cœur au président ? », synthétise une ancienne figure de la majorité : « Cet homme ouvre des fronts puis les abandonne. Il n'est sincère que lorsque cela lui chante. » ■

Éric Trichard-Pool / Sifin



## Chapitre I

# Le Printemps républicain, le mouvement laïque débousolé

Le Printemps républicain se relèvera-t-il de son tango funèbre avec Emmanuel Macron ? Depuis les dernières élections législatives, le mouvement, qui s'est à l'origine donné pour vocation de défendre une laïcité « remise en cause de toutes parts, manipulée à des fins politiques par certains, attaquée à des fins religieuses par d'autres, ignorée de beaucoup par indifférence », ne sait plus où il habite.

Si l'association existe toujours, ses membres historiques sont débousolés, écœurés. « Trahis », c'était le premier titre du livre à paraître en janvier d'Amine El Khatmi. Ce sera finalement *Cynisme, dérives et trahisons*, sous-titré *Comment Macron et Mélenchon sont devenus les marchepieds du RN*. Il y racontera « comment Emmanuel Macron s'est servi des militants de l'universalisme et de la laïcité pour mener

**«TRAHI»**  
Ainsi se sent  
Amine El Khatmi  
(à g.), cofondateur  
du Printemps  
républicain, un  
mouvement qu'il  
a quitté en juin.  
Il sortira un livre  
contre Emmanuel  
Macron en janvier.  
Ici avec Gilles  
Clavreul, en 2021.

sa campagne avant de les écarter brusquement ». Il a depuis quitté le Printemps républicain, après avoir accusé personnellement le coup : une dizaine de mois de dépression après juin 2022. En cet automne 2023, l'Avignonnais ne veut plus entendre parler de la petite bande qui l'a mis dans cet état. Il a pris un tournant plus radical, défouraille à tour de bras sur son compte X, dans les médias et même face >

➤ à Éric Zemmour lors d'un débat organisé par le droitier média Livre noir. « Il est devenu complètement bourrin, a lâché ce qu'il lui restait autrefois de mesure », témoigne un militant laïque qui l'a côtoyé.

Ce vagabondage idéologique semble en effet avoir fait abandonner à Amine El Khatmi la rhétorique de la « *tenaille identitaire* » (ni LFI ni RN) qu'affectionne tant le Printemps républicain. L'homme, que le second tour de Jean-Marie Le Pen en 2002 avait hérissé et lancé en politique, a récemment professé qu'il voterait pour sa fille en cas de second tour face à Mélenchon. Ce qui lui a valu un communiqué de rappel à l'ordre du mouvement qu'il a lui-même présidé : « *Non, avec l'extrême droite, on ne finasse jamais.* » Il a même finassé en privé, et est entré en contact avec le Rassemblement national après avoir quitté le Printemps républicain en juin. L'intéressé dément l'idée selon laquelle il aurait cherché à intégrer un quelconque parti : « *Je suis contre la police des déjeuners. Il y a bien eu contact, notamment via Sébastien Chenu, comme j'ai eu des discussions avec d'autres partis. Mais je n'ai jamais eu l'intention de rejoindre un parti et préfère porter ma parole seul.* »

La relation entre le Printemps républicain et la Macronie avait pourtant tout pour fonctionner. Certes, Emmanuel Macron a longtemps perçu ces « *laïcistes* » comme des adversaires globalement favorables à Manuel Valls. Élu en 2017, Macron attire tout de même les têtes pensantes du Printemps; qui prennent son parti en privé dans les milieux laïques, face aux « *extrêmes* » au pluriel. Les membres influents du Printemps républicain (Gilles Clavreul, Amine El Khatmi, feu Laurent Bouvet) essaient pendant plusieurs années d'influencer la ligne de la majorité, grâce à leurs relais, notamment Marlène Schiappa et Jean-Michel Blanquer. Ils aimeront à croire

que le « *tournant républicain* » que va constituer la séquence sur le « *séparatisme* » (2020-2021) leur échoira.

### La boucle « Riposte »

Fin 2021, la présidentielle a commencé, ce sont des membres du gouvernement (Marlène Schiappa, Jean-Michel Blanquer, Agnès Pannier-Runacher et Sarah El Haïry) qui proposent explicitement au Printemps républicain de joindre leur combat à celui de la majorité. À vrai dire, il s'agit de faire germer des graines déjà semées. Dès 2020, le cabinet de Marlène Schiappa a amorcé le ralliement des réseaux laïques à la majorité au moyen d'une boucle Telegram nommée « Riposte ». La riposte, c'était l'esprit né à l'époque de la loi séparatisme : quand la majorité parlait « *contre-discours* » sur les réseaux sociaux, face aux islamistes et aux « *extrêmes* ». C'est cet esprit qui a d'ailleurs donné le fonds Marianne et le financement d'associations censées porter ce « *contre-discours républicain* » sur les réseaux sociaux. L'esprit de la boucle « Riposte » était mû par cette philosophie, sauf qu'ici pas de financement, que du réseautage pur entre militants laïques plus ou moins acquis à la cause de la majorité. Concrètement, la boucle donne lieu à des débats entre gens globalement d'accord. On s'envoie, ici des tweets de Mélenchon pour s'indigner, là son propre tweet pour inciter les autres membres à liker.

On trouve, à l'époque, dans la boucle, des membres actifs, comme Gilles Clavreul, Amine El Khatmi et Marika Bret du Printemps républicain. Mais aussi Rachel Khan, Tristane Banon ou Zohra Bitan, sympathisantes du mouvement. Raphaël Enthoven, contrairement à son activisme sur X, reste discret. Le principe d'intégration à « Riposte » est la cooptation : il faut avoir été ajouté par un membre, sans que le nouvel entrant sache nécessairement qui est le membre qui l'a coopté. Assez vite, un climat dogmatique, voire sectaire,



**«SCANDALEUX»**  
Quand le Printemps républicain a voulu négocier des circonscriptions aux législatives avec la majorité, le pouvoir a cessé de répondre. Seule Marika Bret en obtiendra finalement une, et elle l'apprendra via Twitter!

s'installe. Les points de vue étrangers à la ligne macroniste dominante exposés, notamment sur les questions sociales, sont vite rabroués, de façon parfois peu cordiale. Entre la présidentielle et les législatives, une scission aura lieu et la boucle « Riposte 2 » sera créée à l'initiative de Gilles Clavreul, sans les brebis jugées galeuses...

Nous arrivons à la fin de l'année 2021. Au sein de l'association, après ces approches informelles de la majorité, on se pose vite la question d'un soutien officiel. La logique, résume un ancien membre, est que « *si on s'est pris autant de coups dans la figure et qu'on a mouillé autant le maillot depuis le début, il faut finir par le faire dans l'arène politique* ». Et pourquoi pas avec Roussel ? Seul un membre ose défendre l'option. L'idée des grands chefs à plumes du Printemps républicain est qu'Emmanuel Macron a intérêt à les intégrer dans sa majorité.



Amine El Khatmi, alors président de l'association, veut être candidat dans son département, à Avignon, c'est lui qui va tenter de négocier l'accord. Gilles Clavreul vise la deuxième circonscription du Gers. Ils demandent à obtenir une vingtaine de circonscriptions et à garder leur indépendance. S'ils ont d'abord des signaux positifs, rapidement, la consigne reçue par Ferrand et Guerini devient la suivante : au préalable, on fait réélire Macron ; ensuite, on discute circonscriptions. S'ensuit un festival de non-réponses. « *On n'a jamais de réponses claires, rien de franc, rien de direct. Très vite, on comprend qu'on va devoir surtout sauver les participations symboliques de Gilles, Amine et moi-même, ce qui ne représente quand même pas la mer à boire* », explique aujourd'hui Marika Bret, aujourd'hui présidente du Printemps républicain. « *On comprend qu'on est vraiment détestés et que Macron, s'il nous a séduits,*

*aurait désormais plus à perdre en décontençant les Séjourné, Attal et Ferrand, contents de nous voir enfimés, plutôt que nous, qui avons déjà formulé notre soutien et étions moins bruyants* », ajoute un membre qui a suivi les négociations.

Mardi 10 mai 2022, journée de réunion de tous les candidats investis par Renaissance aux législatives, à Aubervilliers. Le Printemps n'a encore aucun candidat officialisé, et on devine que la situation est pliée. Cela fait pourtant plusieurs jours qu'Amine El Khatmi, à qui on a pourtant suggéré de garder pour lui son soutien d'entre-deux-tours afin de ne pas froisser l'électorat insoumis, reste prêt à prendre une circo n'importe où, et plus seulement du côté d'Avignon. Ses nerfs sont mis à rude épreuve quand son nom fuite dans la presse pour le Val-d'Oise, face à son grand ennemi Aurélien Taché, macroniste passé à la Nupes. Des 20 circos désirées, une seule sera obtenue : Marika Bret apprend le lendemain de cette réunion des candidats à Aubervilliers, où elle n'était donc pas, qu'elle fait partie des dernières circonscriptions attribuées... le tout via la presse sur Twitter. « *Qu'on n'ait qu'une seule circo, et de cette manière, on a trouvé cela honteux, méprisant, scandaleux* », raconte-t-elle.

Le tout se solde par une élimination au premier tour, assortie du sentiment bizarre, pour Marika Bret, d'avoir été la seule à échapper à l'humiliation. Pourquoi elle ? Est-ce son profil *Charlie Hebdo* qui a joué ? Aujourd'hui très amère, elle pense avant tout à l'héritage de Charb – le dessinateur tué en 2015 avec qui elle a entretenu une rela-

tion intime durant quinze ans et pour la mémoire duquel elle se bat : « *On m'a attaquée en me disant que Charb aurait détesté que je me présente aux législatives sous cette étiquette. Ce que je sais, c'est qu'il m'a toujours encouragée dans ce que je faisais, en me disant que si j'avais des convictions, il fallait les défendre* », fait-elle valoir.

## **Traînés dans la boue**

Depuis cet échec cuisant du printemps 2022, Marika Bret « *essaie d'écrire une nouvelle page du Printemps pour rester une boussole républicaine* ». Gilles Clavreul s'est mis en retrait du militantisme. Il a tout de même accepté le lot de consolation de coordinateur de la Force d'action républicaine (FAR) mise en place par Élisabeth Borne après les émeutes. Amine El Khatmi a beaucoup plus de mal, d'autant qu'il n'a pas de métier en dehors du militantisme et de la politique.

Après sa dépression et l'écriture de son livre, il regarde donc vers le RN. « *Il rendrait très triste beaucoup de gens sachant qu'il s'est engagé en politique contre Jean-Marie, mais élargit aujourd'hui la fenêtre d'Overton pour le RN. Le pire, c'est que ce n'est même pas un opportuniste, c'est son affect et son ego qui le poussent* », ajoute un de ses anciens camarades du Printemps. Qui élargit la question : « *Les laïques, comme d'autres cercles, ont été entraînés dans la boue sans raison particulière. Macron est comme don Juan, il a des sincérités successives, qui créent des dégâts, du dégoût, du ressentiment, chez ceux qui y croient. C'est dangereux* ». Benjamin Vulbeau, militant qui a quitté le mouvement à cette époque, voit la chose plus froidement : « *L'aventure Printemps républicain aurait dû s'arrêter avec la loi séparatisme, nous avons gagné la bataille culturelle. Sauf que Macron, tueur à gages, les a attirés dans la brèche, et en politique il faut tuer ses alliés encombrants rapidement. Il a conduit les républicains à le soutenir pour, après les avoir utilisés, les rendre inoffensifs et les tuer.* » ■

**“MACRON EST COMME DON JUAN, IL A DES SINCÉRITÉS SUCCESSIVES, QUI CRÉENT DU RESSENTIMENT CHEZ CEUX QUI Y CROIENT.”**



# Chapitre Zineb El Rhazoui, la franc-tireuse méprisée

L'histoire de Zineb El Rhazoui avec Emmanuel Macron a commencé en mépris et fini en mépris. En janvier 2019, elle explique chez Ardisson s'être sentie comme « une Gilet jaune s'il y a une section *ès laïcité* ». La raison de sa colère : le chef de l'État a reçu, le 7 janvier, jour de l'anniversaire de l'attentat contre son ancienne rédaction, *Charlie Hebdo*, les représentants du Conseil français du culte musulman (CFCM). Institution qui, selon Zineb El Rhazoui, avait le tort d'estimer que *Charlie* allait trop loin et frayait avec l'« islamophobie ». Comme avec bien des interlocuteurs, Emmanuel Macron saisit la perche d'une critique à son égard pour jeter son dévolu sur l'auteure de celle-ci. Le président lui explique par message qu'il y a maldonne, qu'il est à son écoute si besoin et qu'il la soutient contre les attaques dont elle fait l'objet sur les réseaux sociaux. De 2019 à 2022, la relation Macron-El Rhazoui se poursuit par textos. Tous les mois, le président répond dans l'heure. Il se montre affectueux, notamment quand elle subit une tempête sur Twitter, en novembre 2019, pour

avoir déclaré qu'il fallait que les policiers « *tirent à balles réelles* » sur les délinquants de banlieue.

### Black-out

Début 2022, l'ex-journaliste surprend quand elle professe son soutien au président publiquement. Ses prises de position radicales, sur l'islamisme et l'insécurité, la classaient plus à droite de l'échiquier. *Marianne* la rencontre alors à Paris pour un entretien. Quand on lui demande si elle ne craint pas « *qu'il y ait eu une part de séduction* », ou une « *OPA tactique sur le camp laïque* » de la part de ce président qui a « *toujours entretenu un flou artistique sur la question de la laïcité* », elle répond : « *Tout mon effort en début de quinquennat a consisté à pousser l'exécutif à prendre conscience du péril, afin d'opérer un virage.* » Elle ajoute : « *Est-ce qu'à titre personnel je suis séduite par Macron président de la République ? Je pense que cela va de soi, surtout pour moi, qui n'ai jamais apporté aucun soutien à aucun homme politique.* » Elle négocie ensuite une circonscription pour les législatives avec Stanislas Guerini et Richard Ferrand, au cœur du dispositif macroniste, en faisant

**L'ANCIENNE JOURNALISTE** de *Charlie Hebdo*, qui avait apporté son soutien au candidat Macron en 2022, se pensait un destin politique. Elle n'a récolté que des camouflets.

cavalier seul, indépendamment de ses amis du Printemps républicain. Elle assume lorgner la dixième circo des Français de l'étranger, qui comprend les Émirats, où elle réside, à Dubaï, avec son mari. Le hic ? Il faut d'abord débrancher Amal Amélia Lakrafi, la députée LREM sortante. Même si elle prévient être ouverte à une autre circo, on ne lui dira jamais s'il est possible de satisfaire, ou non, sa demande. En mars 2022, elle organise des dîners de levée de fonds pour la campagne Macron au sein de la communauté française à Dubaï, auprès de ces résidents d'un paradis fiscal. En France, elle croise Brigitte Macron, notamment lors d'un déjeuner de l'entre-deux-tours, à l'Élysée, dans une ambiance conviviale. Les deux femmes rient, parlent des combats de l'ancienne journaliste et du ministère de l'Éducation nationale, ce poste clé pour les laïques.

Le soir de la victoire d'Emmanuel Macron, elle se trouve dans la foule aux Invalides et fait la bise au chef de l'État. Ce sera la dernière. Et le début d'un déshonorant black-out. Avec l'amère impression que les Guerini, Ferrand et consorts

ont refermé la porte du château, au sens propre, pour se partager le gâteau. Le mois de mai 2022 est un calvaire : on jette son nom en pâture sur une circo dont elle ne veut pas (la neuvième des Français de l'étranger), pour mieux la « cramer », comme on dit dans le milieu. Une photo avec l'influenceur droitier Papacito et son passé dans la non moins droitière maison d'édition Ring ressortent sur les

réseaux sociaux. L'humiliation est totale quand Christophe Castaner assure dans les médias, sans élégance, au nom de l'aile gauche de la Macronie, qu'« à aucun moment sa candidature n'a été envisagée », au mépris de tous ces mails et textos de négociation échangés. Elle espère alors que ce dernier n'aura pas réellement de prise sur le choix final. Contrairement à Macron, qui ne lui donnera aucune explication,

Stanislas Guerini, gêné, finira par marmotter quelques mots pour formuler une réponse négative à Zineb El Rhazoui, laquelle envoie balader le porteur de mauvaise nouvelle. Elle réussira à éviter de se donner en spectacle dans les médias, et vient seulement de sortir du silence sur X en soutenant la Palestine. Comme si avoir quitté le Landerneau laïque, plutôt pro-Israël, lui permettait enfin de s'exprimer sur le sujet. ■

## Chapitre III

# Jean-Pierre Chevènement, le vieux lion malmené



**LE TOURNANT MACRONISTE** de "JPC" date d'avril 2020, quand l'ex-ministre de la Défense a perçu un aggiornamento dans le discours souverainiste post-Covid du président. Depuis, il en est revenu. Ici, à Belfort, le 10 février 2022.

Plus encore que les protagonistes cités précédemment, Jean-Pierre Chevènement incarne l'engagement républicain. École, question corse, laïcité, ordre... Il en a défendu toutes les thématiques. Longtemps valait-il mieux ne pas trop professer son chevènementisme dans certains milieux, à commencer par celui du macronisme, en 2017. Pourtant,

du haut de sa vingtaine, dans les années 2000, le jeune et ambitieux Emmanuel Macron a baigné, parmi d'autres réseaux, dans le chevènementisme. Il a même été assistant de Georges Sarre, ancien maire du XI<sup>e</sup> arrondissement et cofondateur du Mouvement des citoyens.

Même si tout opposait, en 2017, le Macron européiste et libéral au

Chevènement souverainiste anti-libéral, le rapprochement entre le jeune président, qui n'aime rien mieux que séduire les ténors de la V<sup>e</sup> République, et l'ancien ministre qui « ferme sa gueule ou [...] démissionne », devait avoir lieu. Les deux ont d'abord échangé lors de l'épisode Alstom en 2015. À l'époque, le ministre de l'Économie vend >



➤ au Che cette version : tout s'est joué avant son arrivée à Bercy et c'est Montebourg le responsable. En 2017, Macron prend conseil auprès de Chevènement pour inspirer ses options géopolitiques. Des positions « réalistes » que Macron déploiera plus tard à l'endroit de la Russie.

Mais s'il en fallait plus à Chevènement pour risquer quarante ans de combats souverainistes (terme d'ailleurs peu goûté par l'intéressé) en faveur d'un président européen. Le vrai tournant « macroniste » de « JPC » date d'avril 2020, quand il perçoit un aggiornamento sincère dans le discours sur la reconquête de l'indépendance technologique, sanitaire et économique post-Covid du président. Le « pari » de Chevènement est alors lancé : influencer ce président flexible, issu d'un courant de pensée opposé au sien, pour aller vers une forme d'« union sacrée » (Chevènement utilise la formule dans un texte au *Figaro*). Pour enfin en finir avec le « régime des partis ».

En mai 2020, l'ancien de Belfort écrit un long courrier au président, une sorte de feuille de route stratégique, un programme pour la France d'une quinzaine de pages qui explique qu'il ne faut pas seulement des idées nouvelles, mais des hommes nouveaux pour changer de paradigme et sortir le président de l'écosystème d'En Marche. Les principaux objectifs – la reconquête de l'indépendance et le relèvement de la République – sont déclinés sur une vingtaine de propositions fortes. Les hommes imaginés pour constituer l'« union sacrée » ? Jean-Michel Blanquer au poste de Premier ministre. Puis le haut fonctionnaire David Djaïz, Hubert Védrine, Henri Guaino, Julien Aubert, et des figures proches du chevènementisme, comme Arnaud Montebourg et Bernard Cazeneuve. Au même moment, à la sortie du premier confinement, le président invite ses ministres à consulter

Chevènement, à le chouchouter en laissant visibles sur leurs bureaux les petits cahiers bleus – des comptes rendus de colloques – que sa Fondation Res Publica édite régulièrement. Darmanin et Le Maire, surtout, s'exécutent.

Chevènement constate tout de même que des choses semblent aller dans le bon sens : islamisme, école, planification... Et, surtout, un point qui rendra définitivement Macron désirable à ses yeux : la suspension des sacro-saints critères de Maastricht, contre lesquels il s'est battu toute sa vie. Même si certains, autour du Che, estiment qu'il confond la force des circonstances (le Covid) avec la volonté du décideur (Macron). Il y aura ensuite, bien sûr, le discours des Mureaux, la lutte contre le séparatisme, le bon diagnostic contre le mal contemporain qui ronge l'islam. Mais cela pèse peu à côté du dialogue permanent

## UN POINT REND MACRON DÉSIRABLE AUX YEUX DE CHEVÈNEMENT : LA SUSPENSION DES SACRO-SAINTS CRITÈRES DE MAASTRICHT.

entre Jean-Pierre Chevènement et Bruno Le Maire, notamment au sujet du rachat des fameuses turbines Arabelle. Ce 10 février 2022, à Belfort, celles qui ont tant coûté à Macron dans l'affaire Alstom surplombent le président et le Che. Le président tutoie le vieux ministre : « Est-ce que, Jean-Pierre, tu veux dire quelques mots à ces messieurs dames ? » Jean-Pierre, lui, le vouvoie : « On vous fait quelquefois un procès un peu injuste... » Si l'idée d'un soutien politique était assez claire dans la tête de Chevènement fin 2021, des discussions concrètes pour envoyer de jeunes chevènementistes aux législatives ont lieu

ce jour-là dans le jet présidentiel qui rallie Belfort. S'y trouve Pierre Herrero, conseiller parlementaire de Macron, qui vient du Territoire de Belfort, admire sincèrement Chevènement et restera l'interlocuteur principal des soutiens du vieux lion, jusqu'à ce que les portes se referment sur eux en mai. On parle de monter une structure politique républicaine qui s'agrègera au macronisme. Ladite structure prendra un peu plus tard le nom de Refondation républicaine. Un chiffre est évoqué : une quinzaine de circonscriptions, que Chevènement demande à Macron. Dans le même temps, JPC met au parfum ses troupes, qu'il bouscule, tant une grande partie reste hostile au macronisme.

### Négos avec la majorité

Richard Ferrand appuie l'opération lors d'un dîner à l'Assemblée en mars 2022 avec Jean-Pierre Chevènement, quand il déclare devant une vingtaine de députés macronistes avoir voté pour lui en 2002. Mais le premier tour de la présidentielle arrive et « Jean-Pierre », déçu par le vide du programme macronien, a abattu ses meilleures cartes en professant son soutien dans la presse. Peu habitué à l'exercice, contrairement à d'autres qui attendent le dernier moment pour vendre plus cher leur appui. Et si Pierre Herrero se montre sincère, les tractations n'avancent pas. En réunion, celui-ci essuie même du président un « à qui ai-je affaire, Pierre : à mon conseiller parlementaire ou au représentant de Chevènement ? ». Rapidement, le Che comprend qu'il n'aura droit qu'à une petite poignée de cinq ou six circons. Il ne songe pourtant pas encore à jeter l'éponge. La preuve : le jour du premier tour de la présidentielle, il écrit même directement une lettre au président. Y sont précisées les conditions minimales de participation à la majorité de Refondation républicaine : une présence au gouvernement, en la personne par exemple de Didier Leschi, ➤

➤ six territoires vraiment gagnables, et non des terres de conquête. Le soir du premier tour, à son QG, Macron croise l'ancien ministre de Mitterrand : « *J'ai lu votre note, merci, je suis d'accord avec tout !* »

Le second tour ne le confirmera pas. « En haut », Macron ne répond plus, ni idéologiquement ni stratégiquement. Tout comme il ne répond plus, tout court, au téléphone et aux lettres. « En bas », sur le terrain, une guerre de clans a lieu entre les différentes chapelles de Renaissance. En cause : la répartition des circonscriptions pour les législatives, où Horizons monnaie très cher son soutien. Mais quelle allure aurait Chevènement à se retirer maintenant ? Et pourtant, quand on lui apprend, début mai, le week-end avant la date butoir de la désignation des candidats, qu'il ne lui reste plus que quatre circonscriptions à peine gagnables, Chevènement pense à renverser la table, comme il l'a toujours fait quand il ne veut plus « *fermer sa gueule* ». Il pique une colère, contre l'arrogance de cette Macronie qui ne lui répond plus, contre Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, qu'il n'a jamais aimé et qui incarne l'exact inverse

de ses combats. Et contre Macron. Voilà un mois qu'il est patient et que cet homme autrefois si à l'écoute le snobe. Richard Ferrand et Édouard Philippe interviennent pour débloquent la situation. Mais les intuitions négatives de l'ancien ministre de l'Intérieur se révèlent justes : une seule députée Refondation républicaine sera élue, Estelle Folest, dans la 6<sup>e</sup> circonscription du Val-d'Oise. Quant au prétendu tournant souverainiste et républicain d'Emmanuel Macron, il débouche sur une absence de campagne, un choix de ministres sans réelle épaisseur aux yeux du Che : à commencer par Élisabeth Borne, vue comme une techno, et Pap Ndiaye, critiqué dans un communiqué à l'AFP.

Octobre 2022 : l'amer été est passé, nous sommes dans les salons de l'Élysée. Emmanuel Macron doit remettre en personne les insignes de commandeur de la Légion d'honneur à Jean-Pierre Chevènement. Beaucoup de ministres, d'anciens ministres et de compagnons de route du Che sont présents (Fillon, Le Maire, Royal, Védrine, Darmanin, Ferrand...). Régis Debray, lui, boycotte. Chevènement commet une entorse protocolaire en prenant la parole avant le président – le service du protocole est en panique, c'est une première dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République,

**“CERTAINS ÉTAIENT GÊNÉS** de voir les troupes souverainistes arriver à l'Élysée avec leur représentant... pour le voir décoré après s'être fait balader”, confie un participant de la cérémonie au cours de laquelle le président a fait Jean-Pierre Chevènement commandeur de la Légion d'honneur. Ci-dessous, le 12 octobre 2022.

selon l'aide de camp du président. Chevènement, qui sait très bien ce qu'il vient de faire, s'offre le luxe d'un petit discours résumant les raisons, quelques mois plus tôt, de son soutien officiel au président, devant les chevènementistes historiques. Comme pour se justifier ?

### Pari pascalien perdu

Le président, lui, prononce un beau discours, qui comporte bien une mystique républicaine : « *La République a votre rigueur têtue et votre curiosité sans frontière. [...] Vous êtes de ces passeurs, Jean-Pierre Chevènement. Vous êtes un républicain de bataille, c'est-à-dire de transmission.* » « *Certains étaient gênés de voir les bataillons souverainistes arriver enfin à l'Élysée avec leur représentant... pour le voir décoré après s'être fait balader* », grince un participant. Au cocktail, Macron assure aux déçus de Refondation républicaine, dans son langage bien à lui, qu'« *il va falloir se mettre autour de la table* », comme si la politique n'était qu'un éternel recommencement et qu'on pouvait jouer le même tour plusieurs fois au même public. Depuis, ce petit parti peine à toucher l'argent promis dans le cadre des subventions post-législatives et a dû rendre son modeste siège de 30 m<sup>2</sup> à Paris.

Chevènement, lui, est bien revenu de son idylle macroniste. En privé, il reconnaît avoir perdu son pari pascalien de greffer sous le crâne du président une boussole républicaine. Convaincu que la France n'a définitivement aucun cap, il estime que l'école va de recul en recul, que rien n'est fait sur l'immigration, que les émeutes récentes montrent que, sous l'emprise du communautarisme, la France est en péril. Dernier dépit en date : l'autonomie annoncée pour la Corse. Pour le Che, avoir cédé sur les principes ouvre une boîte de Pandore antirépublicaine. Il peut désormais résumer le « *mystère Macron* » : voir les problèmes mais les laisser vivoter et agir au gré d'une forme de hasard décisionnel étrange. Un mirage est passé. ■



#### À LA DEMANDE

du président, cette agrégée de philosophie présidait l'Institut français de l'islamologie en février 2022. Le manque d'élan politique l'a conduite à démissionner quelques mois après sa nomination.



## Chapitre IV

# Souâd Ayada, la méritocratie républicaine abîmée

Qu'est devenue Souâd Ayada ? À l'inverse de la lente mais bruyante chute de Jean-Michel Blanquer de son piédestal ministériel, c'est en silence qu'a eu lieu la disgrâce de cette autre figure républicaine du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Moins exposée, plus réfléchie que l'ancien ministre de l'Éducation, Souâd Ayada est pourtant la personnalité qui a incarné avec le plus de finesse une ligne républicaine exigeante à l'intérieur de la majorité depuis 2017. Souâd Ayada n'était pas ministre : cette spécialiste de la philosophie en islam n'avait, à la tête du Conseil supérieur des programmes (de 2017 à 2022), que l'étrange fonction d'émettre des propositions. Une sorte de ministère de la parole qu'elle a utilisé, notamment dans la presse, pour tenter de donner un cap au ministère de l'Éducation nationale, avec l'espoir de tout bousculer. Depuis, Souâd Ayada est

tombée de très haut, avec l'impression d'avoir beaucoup bataillé pour pas grand-chose.

### Vision détonnante

Après le Conseil supérieur des programmes, le président de la République lui a demandé de superviser la création de l'Institut français d'islamologie (annoncé pour lutter contre le « séparatisme » après l'assassinat de Samuel Paty). Le moins que l'on puisse dire, c'est que le lancement de cet institut au premier semestre 2022 a été très discret : en pleine campagne présidentielle, il fallait présenter le visage d'une République plutôt accommodante en matière de laïcité, muette sur les dérives sévissant dans l'enseignement supérieur et dans les programmes de recherche. Le manque de soutien logistique, d'élan politique et de clarté quant aux finalités du nouvel institut a conduit Souâd Ayada à

démissionner quelques mois après sa nomination.

Rembobinons pour comprendre l'histoire : Souâd Ayada incarne la fameuse « méritocratie républicaine » dont les termes sont si galvaudés. Née au Maroc, fille d'ouvrier métallo, arrivée en France à l'âge de 4 ans, elle est la cadette d'une famille de cinq enfants. En 2017, à 46 ans, elle est agrégée de philosophie, inspectrice générale de l'Éducation nationale, auteure d'une thèse sur l'esthétique de l'art musulman. En novembre de cette année-là, Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer la nomment à la tête du Conseil supérieur des programmes en pariant sur sa « ligne » : celle d'une République sans « oui mais... » où l'enseignement, adossé à la maîtrise de la langue, est aussi une éducation à la liberté. À l'époque, le ministre de l'Éducation nationale veut montrer qu'il tourne la page de l'ère >

► Najat Vallaud-Belkacem, incarnée alors dans les « programmes » par le « pédago » Michel Lussault. L'exposition médiatique de Souâd Ayada commence vraiment en janvier 2018, avec son audition devant la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation de l'Assemblée nationale. Elle y défend ses deux thématiques privilégiées : une école exigeante sur les contenus des enseignements, et la laïcité. La mode est alors à l'enseignement du fait religieux, et Souâd Ayada, qui critique une vision déshistoricisée de l'islam, détonne devant la commission : « C'est un enseignement qui vise à flatter, à apaiser, à soutenir les vues du vivre-ensemble [...] »

**Faire profil bas**  
Dès lors la machine médiatique s'emballa, et participe à l'estampiller réac. *Le Monde* y va par exemple de sa réprimande habituelle : « Une philosophe au conservatisme assumé. » Elle essuie de nombreuses protestations, même de trois membres de son propre Conseil supérieur des programmes, fâchés contre sa vision d'une grammaire non négociable. Vient l'année 2019. Au Grand débat des idées avec des intellectuels, Souâd Ayada, peu à l'aise avec l'exercice, joue pourtant le jeu en formulant une question à Macron. Ou plutôt un petit cours magistral. Elle ne disserte pas sur l'école mais sur le problème de l'organisation de l'islam de France. Le propos marque le président. Au printemps 2020, à l'approche du remaniement cuvée Jean Castex, Jean-Michel Blanquer est usé par la gestion du Covid à l'école. Le président de la République « caste » ici et là. Et pense à la nommer ministre de l'Éducation.

Quand survient l'assassinat de Samuel Paty, elle ne mâche pas ses mots dans la presse contre l'islamisme et les lâchetés collectives dans la société. Elle explique aujourd'hui : « Depuis cet assassinat, les esprits ont cédé. Combien de professeurs oseront encore aborder

le sujet des caricatures de figures religieuses ? Une censure intime et profonde est à l'œuvre, et on assiste à un brouillage complet du sens de la liberté d'expression. Les idées qui sous-tendent ce brouillage sont graves : d'une part, on présuppose que la liberté d'expression a moins de valeur à nos yeux que les convictions religieuses, d'autre part, on pose que ces convictions sont indiscutables et qu'elles doivent être acceptées comme vraies sans examen. » Vient ensuite le « tournant républicain » du président, avec le discours des Mureaux, annonçant la création d'un institut pour refonder « une filière française d'excellence en islamologie ». Lors de l'officialisation, en novembre 2021, de cet Institut français d'islamologie (IFI), Emmanuel Macron profite de la

**L'ATTACHEMENT À LA LAÏCITÉ DE SOUÂD AYADA, QUI LUI AVAIT ATTIRÉ LES FAVEURS DU CHEF DE L'ÉTAT, VA LUI VALOIR SA DISGRÂCE.**

présence de la presse pour révéler en grande pompe que Souâd Ayada est en train de le préfigurer. La réalité que commence déjà à affronter Souâd Ayada dans sa mission est pourtant semée d'embûches. L'institut sera un GIP, un groupement d'intérêt public composé d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur autonomes et très rétifs, notamment en sciences humaines, à toute injonction ministérielle : comment impulser quoi que ce soit en matière d'enseignement et de recherche sur l'islam dans ce cadre-là ? Au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tous se savent ou se sentent sur le départ. Plus généralement, il n'y a plus la volonté politique de mettre en œuvre les belles annonces de l'après-Paty. Et il ne faut surtout pas, en un temps de précampagne présidentielle, mettre

sur la table les sujets qui fâchent une certaine frange de la gauche. Une fois sa mission de préfiguration achevée, Souâd Ayada veut même jeter l'éponge. On lui dit que ce n'est pas le moment d'évoquer les problèmes de fond et qu'elle doit faire profil bas.

**Désert professionnel**

Alors, elle s'accroche, mais déchantée encore un peu plus. La création juridique de l'IFI a lieu la même semaine que l'installation de la nouvelle organisation de l'islam de France, le Forif. Un amalgame délétère se confirme au nom de ce qui ressemble à une pure opération politicienne. Or Souâd Ayada n'a cessé de souligner la vocation scientifique de l'Institut et de manifester la plus grande réticence à l'égard des récupérations politiques dont fait l'objet tout ce qui a trait à l'islam en France. La confusion est complète quand on met en avant... la formation des imams. Son attachement à la laïcité, qui lui a attiré les faveurs du chef de l'État, va lui valoir sa disgrâce.

Au début de l'été 2022, c'en est fini de la période Blanquer. À l'IFI, Souâd Ayada passe pour la réac de service estampillée Blanquer. Des échos venus de l'exécutif lui font comprendre que ses convictions en la matière ne sont pas compatibles avec la direction d'un institut chargé d'islamologie. Elle est de plus en plus isolée, dans l'incapacité de défendre sa ligne scientifique et laïque. Lorsque Pap Ndiaye est nommé, elle publie dans *Marianne* un article très indirectement critique. Ses prises de position agacent, on la punit en ne donnant suite à aucune de ses demandes concernant le fonctionnement le plus élémentaire de l'IFI, semblable à une coquille vide. En juillet 2022, elle démissionne. Aujourd'hui, elle traverse un désert professionnel, de retour à l'inspection générale de l'éducation du sport et de la recherche. Reste pour elle la tristesse en se souvenant de la mort d'un professeur, Samuel Paty, et en constatant notre lenteur à ramasser son flambeau à terre. ■



## Chapitre V

# Jean-Michel Blanquer, le ministre phare livré aux critiques

Depuis son départ du gouvernement et son échec aux législatives en 2022, Jean-Michel Blanquer joue la carte du silence. Malgré ses occupations professionnelles et son think tank (Laboratoire de la République), il rumine. Lui-même pensait avoir fait son temps Rue de Grenelle, essoré par les syndicats de professeurs. En revanche, il lorgnait un autre ministère – la Justice ou l'Intérieur – et attendait une figure républicaine dans son genre pour lui succéder à l'Éducation. La nomination de Pap Ndiaye – dont il professe ici et là en privé n'avoir rien contre lui personnellement – a signifié l'effondrement de son château de cartes : l'influence, qu'il avait commencé à bâtir en 2017, sur le président.

À cette époque, après avoir tapé aux portes de Juppé et de Fillon, Blanquer prend le train de la Macronie, dans laquelle il veut être, Rue de Grenelle, l'anti-Najat Vallaud-Belkacem. Avec Macron, Blanquer ne compte pas ses heures, en privé, à l'Élysée notamment, pour pousser ses thématiques et se rendre indispensable. Avec ses alliés de circonstance que sont Marlène Schiappa – dont il n'a jamais goûté les méthodes exotiques – et Brigitte Macron – qu'il estime –, toutes deux jugées capables de contrarier le penchant « start-up nation » de la Macronie. Il pense que, si Emmanuel Macron a professé des discours plus qu'ambigus sur la laïcité, le président finira par entendre raison. Bingo !

**CHÂTEAU DE CARTES**  
Le discours d'Emmanuel Macron aux Mureaux en 2020 était pour Blanquer un sommet de républicanisme. Il sonnera aussi pour lui comme le début de la fin.

Voici donc 2020, et le discours des Mureaux. Qui restera rétrospectivement pour Blanquer un sommet de républicanisme, mais aussi le début de la fin. À l'époque, Jean-Michel se sent tout-puissant : le président a bien de la chance de compter dans ses rangs un républicain de poids comme lui au moment où sonne le drame Samuel Paty. C'est en tout cas comme cela qu'il se voit. Les accents anti-wokes du discours des Mureaux lui feront pousser des ailes dans sa croisade contre l'islamo-gauchisme à l'université, début 2021. Aujourd'hui, il dit à ses proches regretter le peu de soutien, à l'époque, de ses collègues et des milieux pro-laïcité, et pense que cet épisode a sonné son heure. Quand la Macronie canal historique l'a ➤

➤ laissé seul face à la vindicte de la bruyante gauche wokisante, désireuse d'en finir avec lui. Ces lâcheurs, aux convictions jugées peu républicaines par Blanquer, s'appellent Castaner, Attal, Séjourné ou Guerini. Sans oublier Alexis Kohler, avec son vieux fond de gauche sociétale.

### Peau de banane

Quand arrive la fin de l'année 2021, la présidentielle a démarré, mais le discours des Mureaux a déjà une grosse année, et Blanquer se sent affaibli. Malgré tout, il incite son ami Gilles Clavreul, du Printemps républicain, à venir travailler avec la majorité et à présenter des candidats aux législatives. De même qu'il pousse déjà pour que son amie l'actrice et militante laïque Rachel Khan – nommée à la tête d'un groupe de travail sur la laïcité – soit ministre de la Culture. Il la conduira elle aussi à une fausse joie : pour couper l'herbe sous le pied de Rachel Khan, le flanc

## “ACTER UNE REFOUNDATION AUTOUR D'UN ARC CENTRAL ET RÉPUBLICAIN CAPABLE DE RÉSISTER AUX PRESSIONS EXTRÊMES.” BLANQUER, EN 2022

« progressiste » de la Macronie fait perfidement diffuser des listes de ministres avec son nom à la Culture. Elle tombera d'ailleurs de haut et reprochera directement au président par texto de l'avoir laissée se faire manipuler. Cette nomination à la Culture de Rachel Khan était l'idée officieuse d'une tribune que Jean-Michel Blanquer a fait publier dans *le Parisien*, en avril 2022, en compagnie du trio Raffarin-Chevènement-Valls. L'objectif officiel ? « *Acter une refondation autour d'un arc central et républicain profondément renouvelé et suffisamment robuste pour résister aux pressions des extrêmes.* » Malgré le raté, Jean-

### JEAN-MICHEL BLANQUER

va payer de son maroquin son échec au 1<sup>er</sup> tour des législatives. Ci-dessous, lors de la passation de pouvoir au ministère de l'Éducation nationale à Pap Ndiaye, le 20 mai 2022.

Michel Blanquer fonce aux législatives, dans l'idée que le président a tout de même intérêt à le nommer ministre pour conserver sa sensibilité républicaine dans la majorité. Mais cette satanée 4<sup>e</sup> circonscription du Loiret avait tout d'une peau de banane. Blanquer chute lourdement au premier tour. Moment humiliant où les off mesquins de ministres fusent dans la presse. Le républicain chauve y voit la main du président, avant que la guillotine ne tombe bientôt sur sa tête, avec celle des camarades laïques qui s'y sont aussi cassé les dents : Pap Ndiaye est nommé ministre de l'Éducation nationale. Voilà maintenant plus d'un an que Jean-Michel Blanquer rumine contre ce président qui n'aura rien aimé plus qu'ouvrir des séquences pour les refermer, creuser des trous pour les reboucher. République, pas République, et re-République ? La dernière couleuvre en date pour Blanquer s'appelle Gabriel Attal, qui reprend avec la Rue de Grenelle son costume de « républicain de combat ». ■ É.C.

